

<https://www.elcorreo.eu.org/LA-DATE-DE-PEREMPTION-de-Milei-et-son-enfer-socio-economique>

LA DATE DE PEREMPTION [de Milei et son enfer socio-économique]

- Argentine -

Date de mise en ligne : mercredi 9 juillet 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans plusieurs de ses récents discours, l'ancienne présidente argentine CFK a affirmé que le modèle économique de la fratrie Milei avait une date de péremption. « *Comme le yaourt* », a-t-elle expliqué dans l'enregistrement audio entendu le 18 juin sur la place de Mai. Mais elle n'a pas précisé quand cette date serait atteinte.

Avant que Javier Milei ne cesse d'être un *humoriste de stand-up* et un panéliste de télévision trash et haut en couleur, Cristina soutenait que le problème à résoudre dans l'économie argentine était sa condition bimonétaire.

Selon le Trésor des Etats-Unis, l'Argentine se classe parmi les trois pays où le montant de dollars en circulation *par habitant* est le plus élevé. Lors de la Coupe du monde qui se déroule actuellement aux États-Unis, la présence massive des supporters des équipes argentines, comme Boca Juniors et River Plate, a été surprenante. On estime le nombre total de spectateurs à environ 100 000. Dans les interviews télévisées et les articles de presse, tous les prix étaient indiqués en dollars, des billets et des hébergements aux saucisses enrobées de bacon.

Entre janvier et mai de cette année, 6,7 millions d'Argentins ont voyagé à l'étranger, un chiffre jamais vu depuis dix ans, ce qui représente une augmentation de 66 % par rapport à la même période en 2024. Rien qu'en mai, ils étaient 750 000. Les destinations les plus fréquentées étaient le Brésil, le Chili, les États-Unis et l'Europe. En revanche, les voyages en Uruguay, au Paraguay et en Bolivie ont été négligeables. Le séjour moyen à l'étranger était de deux semaines, dont 22 jours en Europe et 17 aux États-Unis et au Canada. En mai, les touristes argentins ont passé hors du pays 4,6 millions de nuitées. Les dépenses moyennes se sont élevées à 1 500 dollars par jour, hors billets d'avion. Le total des dépenses en mai a dépassé le milliard de dollars. Les étrangers non résidents arrivés en mai représentaient moins de la moitié du nombre d'Argentins voyageant à l'étranger : 315 000 contre 750 000.

Vers où la consommation s'envole

Un fait que peu de gens connaissent : le milliard de dollars perdu pour l'économie locale en mai est comptabilisé par l'INDEC comme de la consommation. C'est l'un des prétextes officiels pour prétendre que la *consommation est en plein essor*. On ignore également que cette consommation à l'étranger a dépassé les exportations d'énergie sur la même période, qui n'ont pas dépassé 850 millions de dollars. La consommation de biens durables et/ou de luxe, tels que les automobiles et les appareils électroménagers importés, achetés par les couches supérieures de la population à fort pouvoir d'achat, a également connu une croissance significative. Cette évolution s'accompagne d'une baisse de la consommation alimentaire, de plus en plus imputable à l'endettement par carte de crédit des tranches de revenus les plus faibles, qui a augmenté.

Le chômage, qui avoisine déjà les 10 % dans les banlieues industrielles de Buenos Aires et de Córdoba, s'accompagne d'une précarité et d'une plus grande instabilité de l'emploi pour ceux qui travaillent encore. Selon les données officielles de la Banque centrale, en mai, premier mois complet après la suppression du contrôle des changes, des actifs externes ont été constitués pour un total de 3,226 milliards de dollars. Si l'on inclut les sorties d'avril, le montant total pour la période de deux mois a atteint 5,247 milliards de dollars. Cela représente 44 % des 12 milliards de dollars d'entrées résultant du dernier accord avec le FMI. Un gouffre sans fond



[Cliquez sur l'image pour l'agrandir](#)

La monnaie nationale ne répond plus à l'exigence fondamentale de réserve de valeur, et sa dégradation en tant qu'unité de compte et mode de paiement s'accroît chaque jour, sauf pour les transactions quotidiennes les plus modestes. Milei a imaginé la dollarisation comme une réponse, mais au cours de la seconde moitié de sa deuxième année de mandat, aucune des timides mesures qu'il a tentées n'a porté ses fruits. Le seul moyen d'obtenir des dollars est d'augmenter sans cesse l'endettement, de payer des taux d'intérêt exorbitants, de parier sur la valeur future ou de l'emprunter. Dans le plus grand secret, il négocie avec la mission du FMI le report de l'objectif de réserves, qu'il n'a pas pu atteindre et dont dépend le versement de 2 milliards de dollars supplémentaires du FMI. À ce stade, le gouvernement espérait une amélioration de la notation de *Morgan Stanley*, qui n'est jamais venue. Le pays est le dernier à rester dans la catégorie des « *autonomes* », ce qui pourrait se traduire librement par « tout seul ». Pas si seul, en réalité.

Parmi les autres pays qui ne satisfont pas non plus aux « exigences minimales en matière de liquidité, d'accès opérationnel ou d'environnement réglementaire adéquat », on trouve la Palestine et l'Ukraine, victimes de guerres atroces, ainsi que le Zimbabwe, le Liban et le Botswana. Il y a un quart de siècle, Fernando De la Rúa et son conseiller économique Fernando de Santibañez aspiraient à obtenir la qualification de la catégorie *investissement*.

Aujourd'hui, elle ne peut même pas accéder à la catégorie des marchés émergents ou de frontières. Selon les procédures de MSCI, si l'Argentine avait été incluse dans sa liste d'évaluation cette année, elle aurait peut-être pu monter de catégorie en 2026. Comme cela n'a pas été le cas, les prévisions se reportent à 2026 pour l'évaluation et à 2027 pour le reclassement. Bien sûr, sans le TMAP. Le gouvernement n'a même pas reçu d'offres pour la moitié de la dette libellée en pesos qu'il tentait de refinancer. La principale question concernant l'échéance est : quand ?

La bénédiction

En juin 2016, alors qu'il était encore économiste en chef de la Banque de Galice et chroniqueur économique de Carlos Pagni, Nicolás Dujovne déclarait que l'Argentine héritée par Macri présentait un « *très faible niveau d'endettement* ». Il estimait qu'à la fin du mandat de Cristina, en décembre 2015 :

- La dette de l'État en devises étrangères n'avait pas dépassé 8 % du produit intérieur brut (PIB),
- L'endettement des entreprises n'atteignait pas un tiers de leurs actifs,
- Les familles ne consacraient que 5 % de leurs revenus au remboursement de leurs dettes.

Il est allé jusqu'à affirmer qu'il s'agissait du niveau d'endettement le plus bas au monde, à l'exception peut-être de la Corée du Nord ou de certains pays d'Afrique subsaharienne, et a considéré cela comme « une bénédiction ».

La raison de cette bénédiction est vite apparue : cette réduction de la dette, obtenue sous les trois administrations Kirchner, auprès des créanciers privés et du Fonds monétaire international, lui a permis de contracter de nouvelles dettes, alors qu'il était déjà ministre des Finances, à partir de janvier 2017. Cela a ouvert la voie au renouvellement législatif d'octobre de la même année, que le ticket PROcaz a passé avec succès. Mais au début de 2018, les marchés ont clairement fait comprendre qu'à partir de ce moment, il s'agissait de payer, et non d'alourdir la facture.<

C'est ainsi qu'en mai de la même année, Maurizio Macri annonça que son gouvernement avait conclu un accord avec le FMI. L'urgence était telle que son annonce intervint avant la fin des négociations sur le montant et les conditions avec la directrice générale Christine Lagarde. Il s'agissait du prêt le plus important accordé par l'organisation en 74 ans d'existence.

Une demi-vérité

Macri lui-même, dans une interview avec Marcelo Longobardi et l'ancien représentant de Trump pour l'Amérique latine, Mauricio Claver-Carone, lors d'un séminaire au Chili, a révélé que les plus de 50 milliards de dollars accordés, bien au-dessus du quota de l'Argentine et sans suivre les procédures normales ni pour le pays ni pour le FMI, avaient pour but d'assurer la réélection du gouvernement néolibéral l'année suivante.

Ce n'était qu'à moitié vrai. Lorsque ce projet a échoué suite à la défaite de Macri en 2019, il est devenu évident que, avec ou sans lui, l'Argentine s'était enchaînée à un auditeur externe, prêt à imposer ses conditions ou à précipiter le chaos. Cet épisode est également à l'origine des désaccords entre CFK et les anciens ministres de l'Économie, MM. Magoo[Anibal Fernandez] et Axel Kicillof.

Le vice-président a affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une restructuration du prêt Macri, comme l'affirmait M. Magoo [Anibal Fernandez], mais d'un refinancement, ce qui augmentait la dette et ses intérêts. Cristina n'était pas présente lors du vote au Sénat. Son fils était l'un des 41 députés qui ont voté contre ou se sont abstenus. Elle avait auparavant exprimé son désaccord au Dr Fernández, puis démissionné de la présidence du parti au pouvoir. Kicillof a toutefois salué l'accord annoncé le 28 janvier 2022 depuis les Jardins des Olivos par le Dr Fernández et a exigé que l'opposition, responsable de cette dette, soutienne son refinancement lors de son examen par le Congrès.

Le suicide (et l'Enfer de Dante)

En avril dernier, le Dr Anibal Fernández est sorti de prison et a déclaré dans une interview qu'il était suicidaire d'attaquer Kicillof, « *comme ils l'ont fait avec moi* ». Ignorant son association, il a affirmé que sa relation avec Cristina avait été rompue à cause des négociations avec le FMI. Cela suggère que les différends entre le président péroniste interdit et le gouverneur de Buenos Aires ont une composante idéologique et ne relèvent pas uniquement de querelles électorales, comme celles qui se sont poursuivies ce week-end à La Plata. Ceux qui s'y intéressent trouveront de nombreuses versions dans d'autres médias que *El Cohete*.

Malgré l'appel à changer de ton, le futurisme n'a émis aucune autocritique quant à cette position, que le gouverneur a tenté d'expliquer en cercle fermé. Le principal argument avancé par les futuristes est l'honnêteté de leur leader,

une pique adressée aux membres d'autres groupes. Les références critiques au pouvoir économique sont également rares. Une réunion avec ses principaux représentants était prévue, mais elle a été annulée, le moment étant mal choisi.

[Antonio Cafiero](#), prédécesseur de Kicillof au poste de gouverneur de Buenos Aires et candidat malheureux à la présidence, a présenté un argumentaire saisissant en faveur de la trahison. Dans le film de [Pino Solanas](#), *Memoria del saqueo* (2004), Cafiero affirmait que la trahison était intrinsèque à la politique, même si elle « n'a guère de correspondance avec l'éthique politique ». Interrogé sur la corruption, il a répondu que « la société argentine dans son ensemble ne peut prétendre à la pureté et imputer la corruption à ses classes dirigeantes, qui émanent de l'intérieur même de la société. Les politiciens ne sont pas les seuls à avoir échoué, et j'en assume une part de responsabilité. Si nous devons porter un jugement général, nous sommes tous dans l'enfer de Dante ».

Le robinet et le téléphone

Le FMI avait déjà adopté une position ferme lors de la crise de la fin du siècle. Dans les derniers mois du mandat de Fernando De la Rúa, l'économiste allemand Rudiger Dornbusch, plusieurs fois candidat au prix Nobel, proposa une intervention étrangère ouverte sous la direction d'organisations multilatérales qui se substitueraient à la souveraineté argentine. L'objectif était de reconfigurer la structure de l'État, pour laquelle il considérait les politiciens locaux comme peu fiables.

Le 29 novembre 2001, alors que les vestiges du gouvernement d'Alliance finissaient par s'effondrer, le FMI rendit un hommage émouvant à Dornbusch, qui mourut quelques mois plus tard. Selon Kenneth Rogoff, alors directeur de recherche du FMI, les travaux de Dornbusch « marquent la naissance de la macroéconomie internationale moderne » et se situent « [à l'avant-garde de l'analyse pratique des politiques](#) ».

Lorsque le pouvoir exécutif est temporairement passé aux mains du sénateur Eduardo Duhalde en 2002, le Fonds monétaire international a encouragé cette réforme de l'économie argentine. Son « analyse politique pratique » a multiplié les exigences, tout en exerçant une surveillance constante du pays, sous l'administration de l'ancien président allemand Horst Köhler et de « la sœur de [Freddy Krueger](#) » [[Anne Krueger](#)], aussi experte que lui dans le maniement des ciseaux.

Un après-midi de 2002, le directeur des affaires juridiques du ministère de l'Économie, *Lalo Ratti*, tenta d'expliquer à son homologue du FMI que le pays avait déjà consenti d'énormes sacrifices et qu'il n'était plus possible de continuer à le presser. Comme s'il n'avait pas entendu les cris des manifestants qui protestaient contre le [corralito](#) devant le ministère, son interlocuteur répondit calmement :

« Je vous ai vue répondre au téléphone et discuter. Je suis allé à la fenêtre et j'ai vu que les transports en commun circulaient. Je suis allé aux toilettes et l'eau coulait normalement ».

Ce dialogue, raconté par Ratti lui-même, illustre l'attitude du FMI envers ses débiteurs. Tout ce qui dépasse les normes africaines peut être réduit. Plus la dette est importante, plus il est difficile de se soustraire aux exigences, qui, dans la phase actuelle, impliquent la cession de ressources naturelles.

Le cauchemar de Caputo

Les difficultés que cela crée ne sont pas techniques, mais politiques. Le ministre Caputo s'est demandé à maintes

reprises :

« Jusqu'à quel point la démocratie peut-elle supporter la pauvreté et les inégalités ? »

L'inquiétude de l'ancien ministre des Affaires étrangères est compréhensible, car le gouvernement du président Raúl Alfonsín n'a pas pu terminer son mandat de six ans et a cédé prématurément la présidence à Carlos Menem. Dans son article « *Les débats interdits* » (Archivos del Presente, numéro 38), Dante Caputo écrivait que « *le danger de voir la démocratie considérée comme non pertinente pour une vie meilleure a remplacé le risque des hommes en uniforme* ». Les sociétés, affirmait-il, ne sont pas constituées d'électeurs, mais d'hommes et de femmes qui aspirent à la citoyenneté. Par conséquent, « *une démocratie qui les considère uniquement comme des électeurs, et non comme des personnes cherchant à faire valoir leurs droits de manière concrète et quotidienne, court le risque de sombrer dans une liturgie sans substance* ». C'est ce qui s'est produit lorsque le mandat de Alfonsín a expiré en 1989 et celui de De la Rúa une décennie plus tard. Cela s'est reproduit après les administrations Macri et Fernández, et avec la pandémie, dont les effets à long terme, ici et dans le monde, sont plus reconnus qu'étudiés.

La réaction collective à l'annonce de l'interdiction de CFK a montré que le fossé entre les électeurs et les responsables gouvernementaux s'était creusé. Il en a été de même avec l'importante mobilisation des syndicats de la CGT, de la CTA et des mouvements sociaux, avec la marche aux flambeaux des étudiants et la manifestation des médecins et autres travailleurs de l'hôpital Garrahan.

Les déclarations verbales des responsables reflètent leur inquiétude face aux difficultés à réduire l'inflation et à garantir que l'économie génère de la production, de l'emploi et des revenus. Chacun à sa manière :

- Le cérémonieux et calme [Guillermo Francos](#) a déclaré lors de son rapport au Sénat que « *chacune des mesures que nous avons promues pendant cette période a établi un cadre de liberté, d'ordre et de confiance qui nous guidera vers un avenir de croissance et de pauvreté* ».
- Mercredi, le président Javier Milei a déclaré aux entrepreneurs de Puerto Madero que son ajustement budgétaire était extrêmement populaire. Il a donc dénigré les « *saletés de rats* » qui seront punis aux urnes. De plus en plus enthousiaste, il a ajouté : « *Oui, je suis cruel, sale bande de rats, envers vous, envers les dépensiers, envers les fonctionnaires, envers les étatistes, envers ceux qui brisent le cul des bons Argentins.* »

Jeudi, lors d'une conférence libertarienne à La Plata, il a qualifié [Axel Kicillof](#) de « *Soviétique* » et de « *petit apprenti de Staline* », « *incapable d'additionner avec un [Abaque](#)* » ni de « *faire zéro avec un verre* ». Il a ajouté que le gouverneur remettait en question la dette, mais que « *cet idiot n'avait jamais pensé à réduire les dépenses publiques ! Jamais ! [...] Kicillof est le dernier tsar de la pauvreté, un monarque minuscule. Ils veulent isoler la province pour que nos réformes ne l'atteignent pas. [...] Là aussi, il faut faire le ménage. Les rats qui ont fui la nation ont trouvé refuge dans la province* ». Avec son obsession sexuelle évidente, il a qualifié le gouverneur d'idiot, mais « *sans son principal attribut, c'est un âne eunuque* ».

Kicillof a répondu vendredi depuis Mar del Plata, où il a inauguré le troisième cycle du [Programme Puentes](#). Il a expliqué que durant cette période, 36 centres universitaires ont été inaugurés dans 76 municipalités, où plus de 10 000 étudiants, qui autrement n'auraient pas accès à l'université, suivent 221 programmes, adaptés aux besoins de chaque région. En revanche, le gouvernement national a réduit le budget universitaire de 34 %, les salaires de 28 % et paralysé 119 projets, dont 38 dans la province de Buenos Aires, qui en a repris 21 avec ses propres ressources. Il a déclaré que les 3,5 milliards de pesos alloués à ce projet constituaient des actes de résistance. Pour conclure, il a demandé si les insultes du président relevaient d'une décision marketing ou d'une démonstration d'immaturation adolescente. Il a retenu les sifflements de l'auditoire et a ajouté que, selon lui, Milei souhaitait que l'on parle de cela et non des problèmes que le gouvernement national a exacerbés. Il a déclaré qu'il ne répondrait pas de la même manière, car « *quiconque insulte et crie a tort c'est parce qu'il n'a pas raison* ». La meilleure réponse à cette campagne ignoble est de se déplacer, d'être présent, d'accompagner, de protéger et de résister aux côtés des victimes de la politique de Milei ». Dans une récente interview, Máximo Kirchner avait affirmé qu'une politique

anti-quelque chose ne suffisait pas ; il était nécessaire de construire une alternative. C'est un autre axe de polarisation au sein du péronisme.

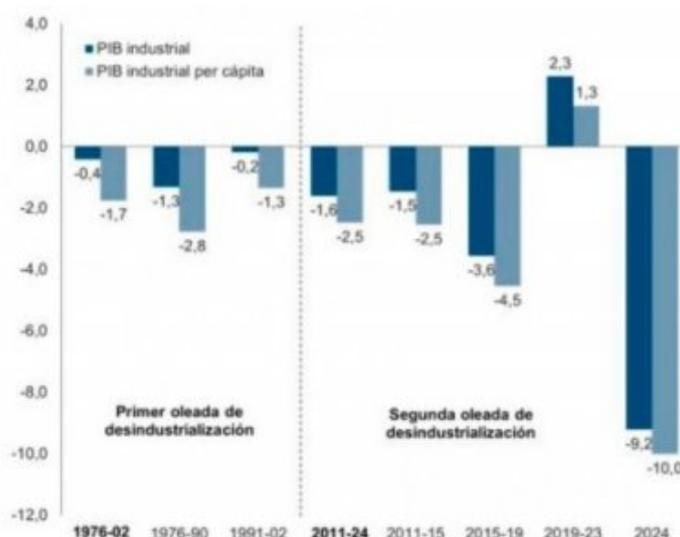
- Dans un nouvel enregistrement audio, adressé cette fois au Congrès de l'Association bancaire, Cristina a déclaré que Néstor Kirchner « a récupéré l'emploi. Et nous ensuite avons récupéré le pouvoir d'achat de cet emploi ». Elle a ajouté que 2015 a été marquée par « la plus forte participation des travailleurs au PIB de toute l'histoire de l'Argentine ». Selon l'ex présidente, « si la macroéconomie est celle des « tuje » [1], la microéconomie est une tragédie sociale. Plus de 50 % des familles argentines ne parviennent pas à joindre les deux bouts. Et elles s'endettent de plus en plus, non pas pour voyager, acheter une maison ou une voiture, mais pour se nourrir. Une Argentine qui peut voyager à l'étranger et une autre qui n'arrive pas à joindre les deux bouts. Voilà la véritable fracture que le pouvoir économique crée à travers le gouvernement Milei. Le pouvoir économique de notre pays a un penchant prédateur, il a un caractère antinational, il a un caractère de fuite de dollars ».

Au revoir à l'industrie

De facilitateur de la fuite des dollars et, par conséquent, un phénomène de désindustrialisation. Ceci est expliqué en détail dans les « Notes brèves sur l'ampleur de la nouvelle désindustrialisation », diffusées ce week-end par le Département Économie et Technologie de la FLACSO et le groupe de réflexion de la CTA, CIFRA. Son auteur est l'économiste [Pablo Manzanelli](#), qui a publié plusieurs notes dans *El Cohete*. La première vague de désindustrialisation a duré 26 ans, entre 1976 et 2002. La valeur ajoutée industrielle a chuté de 10,3 %. Lors de la deuxième vague, la contraction a doublé (19 %) en deux fois moins de temps (13 ans entre 2011 et 2024). Cette baisse de la production manufacturière a entraîné une destruction profonde du tissu productif.

L'ampleur considérable de la crise industrielle s'est accentuée sous le gouvernement [Cambiamos](#) (Macri 2016-2019) et la première année de la coalition *Libertad Avanza* (2024). Des baisses de la production sectorielle ont également été observées sous le dernier gouvernement Kirchner et pendant certaines années de la présidence d'Alberto Fernández, mais elles étaient quantitativement plus faibles. Dans tous les cas, la baisse a été encore plus importante par *habitant*.

Chute du PIB industriel et du PIB industriel par habitant

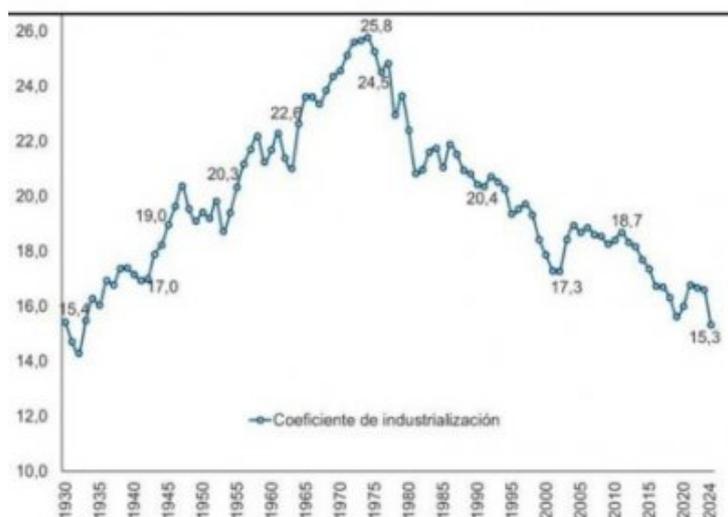


Source : CIFA et FLACSO d'après INDEC et Ferreres (2018)

Manzanelli distingue également les causes du déclin de chaque période. Durant le dernier mandat de Cristina, la baisse de la valeur ajoutée industrielle était principalement due à la contraction de l'économie brésilienne, qui a réduit ses importations industrielles. Sous la présidence de Macri, c'est la consommation intérieure de biens industriels qui a en réalité diminué. Pourtant, affirme-t-il, « *un élément structurel prévaut sur les précédents et est commun aux différentes phases de la crise industrielle : le processus de sous-investissement industriel, centré sur le comportement des grandes entreprises industrielles. Les bénéficiaires non investis fuient à l'étranger* ».

Mais, outre la contraction absolue et relative de la production industrielle, le coefficient d'industrialisation, c'est-à-dire la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB total à prix constants, a diminué. Il avait atteint 25,8 % en 1974 et est retombé à 15,3 % un demi-siècle plus tard, soit « *le même niveau que l'économie argentine avait enregistré au début du processus de substitution industrielle en 1930* ». La décennie Kirchner a connu plusieurs années de reprise, mais le déclin s'est poursuivi par la suite.

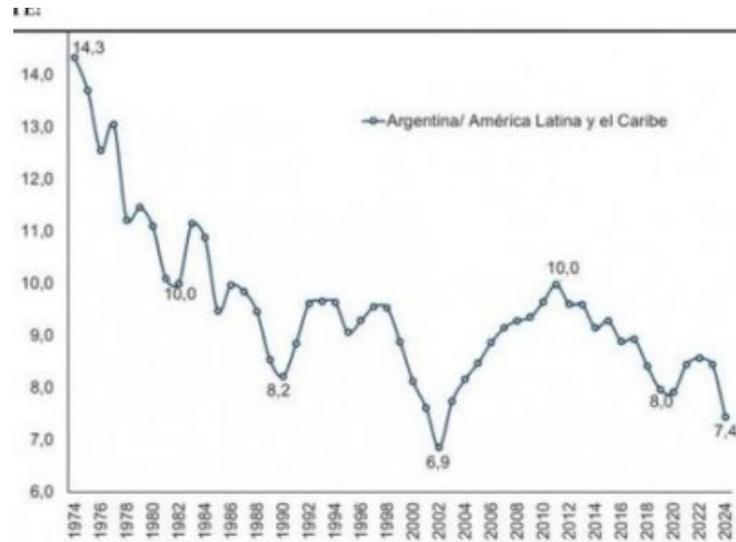
Valeur ajoutée industrielle en % du PIB en prix constants de 2004



Source : CIFRA et FLACSO d'après INDEC et Ferreres (2018)

Il est vrai que la désindustrialisation est un dénominateur commun des économies latino-américaines depuis les années 1980, mais aucune n'a connu un déclin aussi marqué que celui de l'Argentine. En 1974, l'industrie argentine représentait 14,3 % de l'industrie latino-américaine ; en 2024, elle était deux fois moins importante : 7,4 %. Là encore, une certaine reprise a été observée sous le régime kirchnerien.

Pourcentage de l'industrie argentine par rapport à celle de l'Amérique Latine et des Caraïbes



Source : FLACSO et CIFRA, d'après la Banque mondiale

Enfin, une citation attribuée à [John Maynard Keynes](#). Je ne suis pas sûr qu'elle soit authentique, mais elle reflète parfaitement les opinions que l'économiste anglais exprimerait sur le gouvernement de Milei, malgré la relation de respect mutuel qu'il entretenait avec [Friedrich Hayek](#), le père de tous les Autrichiens.



Horacio Verbitsky* para [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, 29 de junio de 2025.

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 29 juin 2025.

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre

de www.elcorreo.eu.org

[1] En ce qui concerne la partie du corps humain, il s'agit de la queue. Egalement utilisée pour dire que quelque chose ne va pas ou, selon le contexte, que a eu de la chance. Exemple : « *Claudia a un beau cul* ». « *Ceci va pour le tuje* ».